

AFFAIRES

FIN DE SÉANCE > LA CIBC DÉVOILE SES RÉSULTATS PAGE 6

| | | | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|---|---|
| S&P/TSX ▲ 8371,37 +54,97 (+0,66%) | Actions négociées ▲ 137 ▼ 80 Inchangées : 7 | TSX CROISSANCE ▲ 1521,31 +14,02 (+0,93%) | QUÉBEC 30 ▲ 1013,20 +1,87 (+0,18%) | Actions négociées ▲ 18 ▼ 12 Inchangées : 0 | NASDAQ ▲ 1860,72 +23,83 (+1,30%) | DOW JONES ▲ 10181,74 +83,11 (+0,82%) | S&P 500 ▲ 1104,96 +8,77 (+0,80%) |
|--|--|---|---|---|---|---|---|

BOMBARDIER REDEVIENT RENTABLE

« Des résultats raisonnables » au deuxième trimestre, dit le président Paul Tellier

MARIE TISON

Après avoir connu un premier trimestre catastrophique, Bombardier a repris le chemin de la rentabilité au deuxième trimestre.

Le marché n'a cependant pas semblé impressionné. L'action de catégorie B de Bombardier a perdu 5,48 % hier, pour terminer la journée à 2,93 \$. La firme de cotation Moody's

a également fait savoir qu'elle allait réviser la cote de solvabilité du manufacturier montréalais et qu'elle pourrait décider de l'abaisser.

Bombardier a enregistré un bénéfice de 23 millions de dollars américains, soit un cent par action, au deuxième trimestre clos le 31 juillet 2004. C'est bien inférieur au bénéfice net de 68 millions enregistré au deuxième trimestre de l'exercice précédent, mais c'est une grosse

amélioration par rapport au premier trimestre. Celui-ci avait donné lieu à une perte nette de 174 millions, due surtout à des rajustements de 200 millions sur des contrats de Bombardier Transport. Bombardier avait également annoncé la réduction de la cadence de production de son appareil Regional Jet à 50 places, ce qui devait se traduire par l'élimination de 500 emplois à Montréal.

La divulgation des résultats du deuxième trimestre a été beaucoup moins dramatique.

« Ce sont des résultats raisonnables », a déclaré sobrement le président et chef de la direction de Bombardier, Paul Tellier, au cours d'une conférence de presse téléphonique hier matin.

Bombardier Transport a notamment repris du poil de la bête. La division, qui avait présenté une

perte avant impôts de 110 millions au premier trimestre, a terminé le deuxième trimestre avec un bénéfice avant impôt et éléments spéciaux de 51 millions. M. Tellier a indiqué qu'il fallait s'attendre à ce que la division présente des résultats similaires au cours des deux prochains trimestres.

> Voir BOMBARDIER en page 2

Theratechnologies

L'action perd 11%

DENIS ARCAND

L'action de Theratechnologies, de Montréal, a perdu 11 % en Bourse hier, au lendemain de l'annonce par la firme biopharmaceutique du départ du vice-président à la recherche et développement, le biochimiste et pharmacologue Luc Vachon.

M. Vachon, architecte du programme de recherche clinique qui doit mener à des études de phase III, a indiqué à *La Presse* hier qu'il restera à bord « durant plusieurs semaines ou plusieurs mois », le temps qu'il faudra pour que la transition se fasse « sans faire mal aux programmes » de recherche clinique.

M. Vachon n'a pas dit les raisons de son départ, mais il a dit que son opinion sur la valeur des médicaments expérimentaux de Theratechnologies demeure inchangée.

L'action a percé son plancher de 52 semaines durant la journée hier, touchant à un moment les 2,65 \$, mais elle a repris un peu de terrain et clôturé à 2,85 \$ en baisse de 35 cents (10,94 %).

Des analystes ont réagi négativement à l'annonce : Laurence Terrisse-Rulleau, de Valeurs mobilières Desjardins, a décoté Theratechnologies (de ACHAT à CONSERVER) et coupé du tiers son prix cible sur 12 mois (de 6 \$ à 4 \$). Dans sa note aux investisseurs, hier, elle a écrit que l'annonce « accroît substantiellement le risque » (...) car « la compagnie a besoin d'un fort leadership clinique à l'aube d'un programme de phase III. »

Shameze Rampertab, analyste chez Jennings Capital, a lui aussi souligné l'incertitude qu'amène le départ de M. Vachon.

Theratechnologies s'apprête à tester son Th-GRF, un médicament qui stimule la production d'hormone de croissance, contre la lipodystrophie liée au sida. La compagnie se prépare à une importante rencontre avec la Food and Drug Administration américaine, pour établir les paramètres de l'étude clinique. Cependant, la compagnie a fait savoir que M. Vachon continuera de participer pleinement à ce processus durant son intérim.

> Voir ACTIONS en page 2

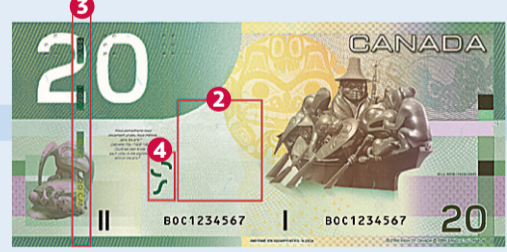


PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE

Billet de 20 \$

NOUVELLES CARACTÉRISTIQUES DE SÉCURITÉ

- 1. BANDES HOLOGRAPHIQUES**
En inclinant le billet, des chiffres 20 et des feuilles d'érable aux couleurs éclatantes semblent bouger à l'intérieur de la feuille métallique brillante. Chaque feuille d'érable est composée de deux couleurs distinctes.
- 2. PORTRAIT EN FILIGRANE**
Si on tient le billet devant une source de lumière, une petite image fantôme du portrait apparaîtra à gauche du gros chiffre 20.
- 3. FIL FENÊTRÉ À COULEUR CHANGEANTE**
En tenant le billet devant une source de lumière, une ligne verticale pleine et continue est visible. Vu du verso, le fil ressemble à une série de traits métalliques (fenêtres) qui passent du doré au vert quand on incline le billet.
- 4. CHIFFRE EN TRANSVISION**
Des motifs irréguliers figurant sur le recto et le verso du billet forment, comme deux morceaux d'un casse-tête, un chiffre 20 complet et parfaitement aligné lorsque le billet est placé devant une source lumineuse.



La reine garde sa place!

RUDY LE COURS

À compter du 29 septembre, et pas avant, un nouveau billet de 20 dollars sera mis en circulation par la Banque du Canada pour remplacer la populaire coupure arborant le huart à collier, devenu le favori des faux-monnayeurs.

Tant dans sa présentation visuelle que tactile, le billet le plus utilisé par les Canadiens a été ré-

fait pour être moins contrefait.

Le recto conserve le visage de Sa Gracieuse Majesté Élisabeth II, reine du Canada, alors qu'elle a été remplacée par des premiers ministres sur les coupures de 5 (Laurier), 10 (MacDonald), 50 (King) et 100 (Borden) dollars. Une nouvelle photo, prise spécialement pour l'occasion, la montre vieillie, mais sereine.

« Le nom de Pierre Elliott Trudeau a circulé dans le sondage

que nous avons mené auprès de 4000 Canadiens, mais, majoritairement, ils souhaitent un billet de même format, de même coupure et avec la même figure que l'ancien », explique en entrevue Daniel Champagne, adjoint à la direction régionale (Québec) de l'institution.

Au verso, le huart est remplacé par la reproduction de quatre

> Voir BILLET en page 2

AUJOUR'HUI

Claude Picher: Le trou noir de Laval
Le scandale du métro de Laval prend des proportions hallucinantes. De 179 millions en 1998, les chiffres les plus récents sont maintenant passés à 809 millions.
Page 5

La TD reluke une banque américaine
La Banque Toronto-Dominion a confirmé hier qu'elle discutait « d'une transaction possible » avec Banknorth Group, une banque régionale réputée de la Nouvelle-Angleterre.
Page 3

Les indices boursiers avancent
Le prix du pétrole reculait encore, hier, et les indices boursiers ont grimpé au cours de séances agitées. À la Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a avancé de 54,97 points, à 8371,37.
Page 6

Théâtre de rue au centre-ville
La Société de développement commercial destination centre-ville a embauché des comédiens pour divertir les passants. Donc, si vous avez croisé des somnambules en robes de chambre hier rue Saint-Urbain, pas de panique!
Page 7

L'indicateur avancé ralentit
Après deux mois d'affilée de croissance de 1 %, l'indicateur avancé composite (IAC) de Statistique Canada a progressé de 0,6 % en juillet, soit deux dixièmes de moins que le rythme escompté par les experts.
Page 3

Un atelier de bijoux pour Birks au Rhode Island
Birks, vient d'annoncer l'ouverture d'un atelier de bijoux à Woonsocket, au Rhode Island. Ses activités locales n'y perdront rien, assure-t-on.
Page 14

LE CHIFFRE DU JOUR

110,5 millions

Le produit intérieur brut du Québec a diminué de 110,5 millions de dollars en mai dernier par rapport au mois précédent, ce qui représente une légère baisse de 0,04 %. Le PIB québécois atteint 223,1 milliards en mai 2004, ce qui est une augmentation de 2,4 % par rapport au mois de mai de l'année précédente.

Source: Institut de la statistique du Québec

Musique du monde

Laissez votre cœur battre aux rythmes du monde, sur des musiques venues des quatre coins du globe, grâce aux spectacles de AFRODIZZ, JASON WILSON et plusieurs autres!

Les Rythmes TREMBLANT

8 WEEK-ENDS DE SPECTACLES

EN COLLABORATION AVEC

MOLSON DRY LIVE

ING

CONCERTS GRATUITS SUR LES SCÈNES EXTÉRIEURES

TREMBLANT

28-29 AOÛT 2004

SÉJOURNEZ AU CŒUR DE L'ACTION!
RÉSERVEZ VOTRE SÉJOUR DÈS MAINTENANT.

1 nuit dans un établissement hôtelier du centre de villégiature.

À PARTIR DE 79 \$/personne

* Prix par personne, par nuit, en occupation double. Redevance et taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent.

LA PRESSE AFFAIRES

La TD reluque une américaine

RICHARD DUPAUL

Malgré un premier échec au début 2004, la Banque Toronto-Dominion prépare une autre offensive aux États-Unis : la deuxième banque en importance au Canada a confirmé hier qu'elle discutait « d'une transaction possible » avec Banknorth Group, une banque régionale réputée de la Nouvelle-Angleterre.

Selon des sources citées par le *Wall Street Journal* (WSJ) dans son édition d'hier, la TD souhaite acquérir une participation de 50 % dans Banknorth pour quelque 3,5 milliards de dollars américains (4,6 milliards CAN). Une telle offre représenterait une prime de près de 30 % sur le prix des actions de Banknorth à la fermeture mardi (31,70 \$ US).

Avant la confirmation des négociations avec la TD, la valeur boursière de Banknorth s'établissait à 5,5 milliards US.

Hier, l'action de Banknorth a bondi de 10 % (+3,18 \$ US), à 34,88 \$ US, à la Bourse de New York, tandis que celle de la TD glissait de 3,2 % (-1,45 \$), à 44,55 \$, à Bay Street.

Dans un communiqué, Banknorth et la TD préviennent qu'« il n'y a aucune garantie » qu'une entente sera conclue. Les négociations sont rendues à une étape cruciale, selon des sources, de sorte que tout se jouera au cours des prochains jours.

Si elle se réalise, cette transaction marquerait la première incursion de la banque torontoise sur le vaste marché des services bancaires aux consommateurs aux États-Unis.

En janvier, la banque canadienne a dû mettre fin aux négociations visant à fusionner sa filiale de courtage, TD Waterhouse, avec le géant E-Trade, le numéro deux américain du courtage à escompte. La TD a invoqué un désaccord sur des « questions de gouvernance » pour justifier sa volte-face.

Banknorth, dont le siège social est à Portland, dans le Maine, a un actif de près de 29 milliards US. Son réseau regroupe plus de 360 succursales surtout au Vermont,



PHOTO NEAL HAMBERG, BLOOMBERG ©

Une succursale de la Banknorth à North Andover, au Massachusetts. L'institution est dans la mire de la Banque TD.

dans le Maine, au Massachusetts et dans l'État de New York.

Par comparaison, la TD exploite environ 1000 succursales bancaires au Canada. Son actif s'élève à 312 milliards (239 milliards US), ce qui la place au deuxième rang des institutions financières canadiennes, derrière la Banque Royale.

La Banque TD, qui dévoilera ses résultats du troisième trimestre aujourd'hui, a refusé de commenter les discussions en cours. Selon les informations circulant à Bay Street, la banque canadienne envisage une offre en argent et en actions pour Banknorth.

Au cours d'une conférence en octobre dernier, le président de la TD, Edmund Clark, avait ouvertement manifesté son intérêt pour une acquisition aux États-Unis, préférentiellement dans le secteur du « détail ».

Les riches banques canadiennes, faut-il le rappeler, doi-

vent se tourner vers le marché américain pour dénicher leurs proies, le gouvernement canadien et son ministre des Finances d'alors, Paul Martin, ayant interdit en 1998 les fusions bancaires au Canada.

La Banque Royale a dépensé environ 8 milliards depuis quatre ans pour réaliser quelques achats, incluant la banque d'affaires Dain Rauscher, au Minnesota.

De son côté, la Banque de Montréal a consacré 1,4 milliard à une douzaine d'acquisitions américaines depuis 1999. Celles-ci s'ajoutent à la Harris Bank, de Chicago, achetée il y a une vingtaine d'années.

Les banques canadiennes attendent depuis des années les nouvelles règles d'Ottawa sur les fusions bancaires et l'actuel ministre des Finances, Ralph Goodale, a promis de les rencontrer prochainement.

« La TD envoie un message. Si elle

ne peut prendre de l'expansion au Canada, elle ira ailleurs », affirme Jacob Jegher, analyste pour le firme Celent, de Montréal. D'autres analystes ont indiqué qu'une prime de 30 % pour les actions Banknorth pourrait être considérée comme « élevée » par les investisseurs.

Il reste que Banknorth est considérée comme une prise de choix dans son secteur. Sur son site Internet, la banque américaine fait état de ses exploits, incluant un rendement sur l'avoir net de 12,5 % en moyenne depuis cinq ans.

Si bien que le magazine financier *Forbes* lui a accordé cette année le titre de « la société financière la mieux gérée aux États-Unis », la préférant à des candidats prestigieux comme Bank of America, Wells Fargo ou National City.

Avec Bloomberg.

L'indicateur avancé ralentit

RUDY LE COURS

Après deux mois d'affilée de croissance de 1,0 %, l'indicateur avancé composite (IAC) de Statistique Canada a progressé de 0,6 % en juillet, soit deux dixièmes de moins que le rythme escompté par les experts.

Huit de ses 10 composantes étaient à la hausse, mais de manière moins soutenue qu'au cours des mois précédents. Seule la donnée boursière était à la baisse, compte tenu des reculs de l'indice S&P/TSX durant le mois.

Le fait saillant du rapport d'hier était sans doute la neuvième hausse d'affilée des nouvelles commandes des entreprises. « La dominance des biens d'équipement reflète la reprise de l'investissement », juge l'agence, qui fait remarquer aussi que le ratio des livraisons aux stocks atteint maintenant le niveau d'avant l'éclatement de la technobulle en 2000.

Autre signe encourageant, l'emploi dans les services commerciaux a cessé de reculer pour la première fois depuis le début de l'année.

Encore une fois, l'indice du logement enregistre la hausse la plus forte avec 1,2 %, suivi de ceux des ventes de meubles et de biens durables avec une avancée appréciable de 0,8 % chacun. Ces bons chiffres sont toutefois moins élevés qu'au cours des deux mois précédents.

« L'IAC continue de pointer vers de bonnes perspectives pour l'économie canadienne », opine John Anania, économiste en chef adjoint chez Groupe financier RBC.

Son collègue David Wolf, qui scrute les statistiques en vue de prévoir le comportement des marchés obligataires, paraît moins optimiste. « La décélération de l'IAC en juillet (de 1,0 % à 0,6 %) est la plus forte en 26 mois, note-t-il. En outre, l'étendue de la faiblesse dans les données les plus récentes qui composent l'indice est remarquable. »

Il fait remarquer qu'une seule composante de l'indice marquait un gain plus important que le mois précédent. Sans oser y répondre, il se demande si le Canada ne traversera pas un passage à vide au cours des prochains mois, comme les États-Unis.

Le brut tombe sous les 44 \$ US

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK – Les prix du pétrole sont repassés sous les 44 \$ US hier à New York, les opérateurs reportant leur attention sur des déclarations du vice-président américain Dick Cheney, qui a évoqué les conditions dans lesquelles les États-Unis puiseraient dans les réserves stratégiques américaines.

Sur le New York Mercantile Exchange (NYMEX), le baril de brut de référence *light sweet crude*, pour livraison en octobre, a dégringolé de 1,74 \$ US, à 43,47 \$ US.

Il s'agit de la quatrième séance consécutive de baisse des cours, qui avaient atteint un sommet historique à 49,40 \$ US vendredi.

À Londres, le baril de Brent pour livraison en octobre, a plongé de 1,64 \$ US, à 40,68 \$ US.

Après les avoir ignorés pendant la plus grande partie de la séance, les opérateurs ont reporté leur attention sur des déclarations mardi de Dick Cheney dans l'Iowa à l'occasion d'une réunion électorale, accélérant leurs liquidations à l'approche de la clôture.

Selon M. Cheney, la perte de 5 à 6 millions de barils par jour dans les importations américaines « serait la

sorte de crise nationale qui ferait monter les prix si haut et probablement ferait caler de larges pans de notre économie, c'est pour cela que les réserves stratégiques de pétrole sont disponibles ».

« C'est notre conviction que nous devons garder (les réserves) pour de véritables urgences », a affirmé M. Cheney.

Les importations américaines de brut se sont établies en moyenne à plus de 10,5 millions de barils par jour (mbj) la semaine dernière, selon les derniers chiffres du département de l'Énergie.

« Il a essentiellement dit qu'il faudrait des conditions extraordinaires pour puiser dans les réserves », a souligné Mike Fitzpatrick, analyste de Fimat.

D'après Jamal Qureshi, analyste de PFC Energy, « il est étonnant que le marché réagisse ainsi car la situation serait déjà bien trop critique pour que le fait de mettre les réserves stratégiques sur le marché résolve la situation ».

Selon M. Fitzpatrick, ces commentaires ont « contribué à la nouvelle psychologie du marché qui commençait à se former. Le fait que l'administration parle (des réserves) veut dire qu'ils y pensent ».

HEC MONTRÉAL

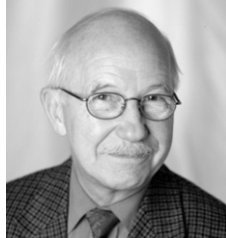
CENTRE DE PERFECTIONNEMENT



Gérard Ouimet
M.Sc. (psychologie); Ph.D. (science politique)



Michel Vézina
M.Sc. (gestion), HEC Montréal; D.Sc. (gestion); CA



Marcel Côté
Bacc. ès Arts;
L.Sc. comm., HEC Montréal;
M.B.A.



Marc Filion
M.B.A. (Marketing, Finance)



Giovanni Di Girolamo
D.S.A., HEC Montréal; M.B.A.

Psychologie du pouvoir¹ : les fondements des habiletés politiques

4 et 5 octobre 2004 (offert à Montréal) – 9 h à 17 h

Venez apprendre la dynamique du pouvoir organisationnel et comment maîtriser les stratégies de consolidation du pouvoir. Vous développerez une capacité de décoder l'existence implicite des zones d'influence, des enjeux et des jeux de pouvoir.

Monsieur Ouimet est professeur agrégé de psychologie organisationnel et de management à HEC Montréal.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/hp.htm>

Contrôle budgétaire et gestion de la performance pour experts-comptables

5 et 6 octobre 2004 – 9 h à 17 h

En tant qu'expert-comptable, voici l'occasion d'approfondir les outils de gestion qui vous aideront à mieux gérer le processus budgétaire. Chacune des étapes étudiées sera illustrée à l'aide de cas concrets.

Monsieur Vézina est professeur titulaire au Service de l'enseignement des sciences comptables à HEC Montréal et rédacteur en chef de la revue Gestion.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/cbpg.htm>

Savoir gérer ses activités prioritaires : les transformer en résultats concrets

6 et 7 octobre 2004 – 9 h à 17 h

En tant que gestionnaire ou professionnel, vous êtes à la recherche de la vingt-cinquième heure. Ce séminaire vous amènera à relever un défi de taille en améliorant votre performance quotidienne en focalisant sur les activités qui vous rapportent le plus et en les transformant en résultats concrets.

Monsieur Côté est professeur titulaire honoraire à HEC Montréal.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/sgap.htm>

Gestion de l'équipe de vente : devenir un meilleur coach

6, 7 et 8 octobre 2004 – 9 h à 17 h

Conçu à partir des problèmes concrets, ce programme permettra aux gestionnaires responsables de la direction d'une équipe de vendeurs de mieux circonscrire la nature exacte de leur rôle afin de devenir encore plus efficaces dans l'atteinte des objectifs qu'ils se sont fixés.

Monsieur Filion est professeur agrégé au Service de l'enseignement du marketing à HEC Montréal.

Monsieur Di Girolamo est associé chez Cossette ventes gestionnaires-conseils inc.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/gev.htm>

Aucune formation spécifique dans le domaine n'est exigée.

SESSIONS EN ENTREPRISE Ces programmes peuvent être adaptés et offerts pour un groupe de votre organisation.

Le Centre de perfectionnement de HEC Montréal : (514) 340-6001

ASSOCIATION DES MBA DÉJÀ 30 ANS DU QUÉBEC ENTRE GENS

Les déjeuners-rencontres

FASKEN MARTINEAU

de l'Association des MBA du Québec

M. LUC BERTRAND
Président et chef de la direction
Bourse de Montréal

La Bourse de Montréal à l'action

Le mercredi 15 septembre 2004, à 11h45
Hôtel Omni Mont-Royal, Salon Les Saisons

Membre régulier: 45 \$
Membre étudiant: 35 \$
Membre retraité: 35 \$
Non-membre: 75 \$
Table de 8 personnes: 475 \$ (taxes non comprises)

Pour réservation: (514) 282-3810 - Internet: ambaq.com

VISA, MasterCard, American Express et chèque acceptés.
Seules les annulations reçues au moins 48 heures à l'avance seront acceptées.

Nos commanditaires: Bell, BANQUE NATIONALE, LA PRESSE

3250406A

ÉVÉNEMENT GO LEXUS

ALLEZ-Y, FONCEZ! DEPUIS LE TEMPS QUE VOUS EN RÊVEZ. DU CUIR, DE LA PUISSANCE, DE L'ATTITUDE. FAITES-VOUS PLAISIR. LEXUS VOUS OFFRE SA FOUQUEUSE IS300 À SEULEMENT 2,9% OU SES VUS DE LUXE LES PLUS RESPECTÉS DE L'INDUSTRIE. MONTEZ À BORD ET PARTEZ À L'AVENTURE.



IS300



GS300



RX330



GX470

PASSEZ À L'ACTION DÈS AUJOURD'HUI EN VISITANT VOTRE CONCESSIONNAIRE



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

VIMONT LEXUS

255, boul. St-Martin Est, Laval
(450) 668-2710 1 800 625-3987
ventes@vimont.lexus.ca

GABRIEL LEXUS

3333, Côte de Liesse, St-Laurent
(514) 747-7777
ventes@gabriel.lexus.ca

PRESTIGE LEXUS

5770, boul. Taschereau, Brossard
(450) 923-7777
ventes@prestige.lexus.ca

SPINELLI LEXUS

561, boul. St-Joseph, Lachine
(514) 634-7171 1 800 352-6111
ventes@spinelli.lexus.ca

Le taux d'intérêt de 2,9% s'applique aux plans de location ou de financement de 24 à 60 mois sur les véhicules Lexus IS300 2004 neufs, sur approbation de crédit de LSF. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire, ne peut être combinée à aucune autre offre et prend fin le 31 août 2004. Pour tous les détails sur cette offre et les offres s'appliquant aux autres véhicules Lexus, voyez votre concessionnaire.

LA PRESSE AFFAIRES

Québec ne bronche pas devant JTI-Macdonald

Il comptabilisera la réclamation dans son budget

MARIO CLOUTIER
et FRANCIS VAILLES

Le ministre des Finances, Yves Séguin, ne s'émeut guère d'un manque à gagner éventuel de 1,36 milliard que pourraient représenter les cotisations que ne compte pas verser le fabricant de cigarettes JTI-Macdonald.

« C'est à la fin de l'année qu'on évalue chaque cotisation émise et ce qu'elle a pu rapporter », a expliqué le ministre Yves Séguin hier à Orford, où avait lieu un conseil extraordinaire des ministres.

JTI-Macdonald vient de se protéger de la faillite en recourant à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC). Cette procédure permet à l'entreprise de poursuivre normalement ses activités.

Le ministre du Revenu, Lawrence Bergman, s'est également montré intraitable devant la filiale canadienne de Japan Tobacco International. M. Bergman affirme qu'il n'y a rien à négocier avec le fabricant de cigarettes au sujet des taxes impayées par la multinationale.

« La loi s'applique à tous et tous doivent respecter la loi, a martelé M. Bergman. J'ai demandé à nos avocats de prendre tous les moyens pour que soit respectée la loi. »

Le ministre rappelle que le gouvernement ne fait qu'appliquer la décision de la Cour supérieure du Québec rendue le 11 août. Il ajoute qu'il en va d'une question d'équité envers les contribuables.

Depuis ce jugement, le fisc a commencé à saisir les revenus qui lui sont dus directement des détaillants de cigarettes. Selon le fabricant

JTI-Macdonald, cette procédure prive l'entreprise d'environ 40 % de ses flux monétaires (cash flow). C'est en invoquant ce manque à gagner que l'entreprise a obtenu l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure de l'Ontario de recourir à la LACC.

Précisons que seule la créance due au ministère du Revenu du Québec est visée par l'ordonnance. Autrement dit, les créanciers ordinaires (employés, fournisseurs de tabac, etc.) ne sont pas touchés par un gel des créances, comme c'est habituellement le cas. Ils continueront donc de recevoir leur dû.

Dans sa requête, JTI affirme n'avoir réalisé que 10 millions de profits en 2002 sur des ventes de 404 millions. Une grande part de ses dépenses viennent du versement d'intérêts de 106 millions à des sociétés affiliées.

Budget du Québec

Par ailleurs, le ministère des Finances inscrira la cotisation de 1,36 milliard dans la colonne des revenus de l'année budgétaire en cours. En contrepartie, il pourrait prendre une provision pour mauvaise créance s'il estime qu'il ne récoltera pas le plein montant réclamé. Autrement dit, la différence entre la réclamation et la mauvaise créance représenterait le gain espéré dans ce dossier.

Ce gain viendrait engraisser les revenus du Québec même si la cause n'est pas réglée et que le montant n'est pas encaissé au 31 mars 2005, à la fin de l'exercice financier. Dans une telle situation, les règles comptables veulent que la réclamation soit portée au poste des comptes à recevoir. Or, une hausse des comptes à recevoir au cours d'une année donnée vient accroître les revenus budgétaires.

Des entrepreneurs gaspésiens forcent un constructeur d'éoliennes à négocier

PRESSE CANADIENNE

Des entrepreneurs de la région gaspésienne, furieux de voir des contrats leur passer sous le nez, ont fait ce qu'il faut pour forcer la compagnie Vestas, responsable d'un projet d'éoliennes à Murdochville, à les écouter.

À l'aide de deux grues, installées tôt mardi matin, ils ont bloqué l'accès de la gare ferroviaire de Matane pour empêcher que les sections de tours venues de Corée soient acheminées à Murdochville par un transporteur qui n'est pas de la Gaspésie.

Devant cette levée de boucliers, la direction de Vestas a accepté de rencontrer aujourd'hui les entrepreneurs gaspésiens désireux de profiter des retombées économiques devant normalement découler de la construction du parc d'éoliennes à Murdochville. Vestas est le maître d'œuvre de ce projet de 60 éoliennes qui doit produire 108 mégawatts. Ses services ont été retenus par Hydro-Québec.

Les entrepreneurs qui participeront à la réu-

nion sont Paul Gauthier, des Grues P.G.; Mario Bouillon, des Grues Guay; Raynald Brousseau, de ABF Aristide Brousseau & Fils; Daniel Gaudreault, de Structure D.G.L., et un représentant de Transelec Common.

Du côté de Vestas, il y aura un représentant venu spécialement du Danemark, un autre de Portland, en Oregon et trois autres représentants de cette même compagnie.

Devant cette ouverture, les entrepreneurs ont promis de n'entreprendre aucune autre action.

« C'est notre seul et unique moyen de pression », a indiqué hier Paul Gauthier.

« Il y a quelques agents d'une compagnie de sécurité qui font la surveillance, c'est tout », a-t-il ajouté.

M. Gauthier a également mentionné que la direction de Vestas s'est engagée pour l'heure à ne pas transporter les nombreuses caisses de matériel qui se trouvent au quai de Gaspé vers Murdochville.

La rencontre doit avoir lieu de 10h à 16h, à Matane.

VISION LEADERSHIP RÉGIE D'ENTREPRISE



LE PROGRAMME DE PERFECTIONNEMENT DES ADMINISTRATEURS
LE PLUS COMPLET QUI SOIT AU CANADA

« Le cours a réellement dépassé mes attentes.

Les communications et les échanges entre les participants complétaient les présentations exhaustives et stimulantes des professeurs. Les cas exposés reflétaient bien les réalités d'aujourd'hui. Je recommande vivement le PPA à tous les administrateurs de sociétés. »

Claude Lamoureux

Président et chef de la direction du Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario



Rotman

Joseph L. Rotman School of Management
University of Toronto

La faculté de management de McGill, en collaboration avec l'École supérieure de régie d'entreprise de l'IAS et la Rotman School of Management de l'Université de Toronto, est fière de lancer la première édition du Programme de perfectionnement des administrateurs (PPA) qui sera principalement offert en français, à compter du mois d'octobre 2004.

POURQUOI UN PROGRAMME DE PERFECTIONNEMENT ?

Les conseils d'administration au Canada font l'objet d'une surveillance accrue venant autant des organismes de réglementation que des actionnaires. À l'heure où les anciennes règles semblent devenir désuètes, et que de nouvelles règles visant les meilleures pratiques en matière de régie d'entreprise ne sont pas encore tout à fait définies, les administrateurs de sociétés en sont arrivés au point où ils ne savent plus vraiment à quelles attentes ils doivent répondre. Le Programme de perfectionnement des administrateurs leur donne accès aux connaissances dont ils ont besoin pour bien remplir leur rôle.

À QUI LE PROGRAMME S'ADRESSE-T-IL ?

Le PPA s'adresse aux professionnels comptant au moins 10 années d'expérience dans le secteur des affaires. Les participants englobent des administrateurs chevronnés et des aspirants administrateurs issus de sociétés ouvertes et de sociétés de la Couronne, d'organismes sans but lucratif, de petites et moyennes entreprises et des milieux juridique et comptable.



DATE LIMITE D'INSCRIPTION : LE 21 SEPTEMBRE 2004

Tous les détails du programme, ainsi qu'un formulaire d'inscription, sont accessibles à l'adresse www.icd.ca. Il suffit de cliquer sur le lien Governance College, puis sur Français. Il est également possible de visiter le site http://www.mcgillexecutive.com/fr/_sp_dep.html



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le trou noir de Laval

Le scandale du métro de Laval est en train de prendre des proportions proprement hallucinantes.

La semaine dernière, vous avez probablement lu dans *La Presse* les résultats de l'enquête de mon collègue Bruno Bisson sur le sujet. En 1998, lorsque le gouvernement québécois a annoncé le prolongement du métro vers Laval, le projet était évalué à 179 millions. Selon les chiffres les plus récents, la facture atteint maintenant les 809 millions, presque cinq fois plus.

Et ce n'est pas fini. Hier, dans les pages Forum de *La Presse*, l'ingénieur Jean-Claude Huot, spécialiste du contrôle des coûts de construction, évalue qu'en tenant compte des coûts d'impact, de l'inflation et des frais financiers, le prolongement du métro à Laval coûtera finalement plus de 1 milliard aux contribuables québécois. Par son ampleur, c'est un cauchemar financier qui peut être comparé au fiasco olympique.

Le désastre est d'autant plus désolant qu'on peut certainement contester la pertinence de ce projet d'une utilité fort douteuse, dans la mesure où il encourage l'étalement urbain. M. Huot parle même d'un projet « inutile » ; si on se fie à l'expérience navrante du métro de Longueuil, qui a puissamment contribué à stimuler la construction résidentielle sur la Rive-Sud au détriment de Montréal, le qualificatif n'est pas trop fort.

Le plus révoltant, c'est que cet inadmissible gaspillage de fonds publics aurait pu être évité. Dans ses reportages, Bruno Bisson montre clairement que trois ministres ont tour à tour raté l'occasion de stopper cette folle aventure, malgré des signaux les

avertissant clairement qu'on se dirigeait tout droit vers une catastrophe. « Le premier (le péquiste Guy Chevrette) a tout laissé passer, sans rien voir. Le deuxième (le péquiste Serge Ménard) a tout vu, s'est assuré que l'Agence métropolitaine de transport prenne l'entière responsabilité du désastre et a laissé passer. Le troisième (le libéral Yvon Marcoux) s'est fait refiler des colonnes de chiffres sans valeur et n'a pas posé assez de questions », rapporte-t-il.

Sur le plan technique, Jean-Claude Huot énumère neuf anomalies majeures survenues à partir du tout début du projet, et qui auraient pu servir d'autant de signaux d'alarme.

Le projet a été marqué par tou-

Le désastre est d'autant plus désolant qu'on peut certainement contester la pertinence de ce projet d'une utilité fort douteuse, dans la mesure où il encourage l'étalement urbain.

te une panoplie d'horreurs : magouille, dissimulation, incompétence, tripotage de chiffres, évaluations fantaisistes, cafouillage, graves erreurs de jugement, dérapages administratifs. Un gâchis sur toute la ligne...



Cette affaire éclate alors que les Québécois ont été douloureusement échaudés ces derniers temps par des histoires passablement nauséabondes.

En juin 2000, la Caisse de dépôt annonce qu'elle a l'intention de se payer de nouveau bureaux au centre-ville de Montréal, au coût de 102 millions. Trois ans plus tard, la Vérificatrice générale apprend aux

Québécois écoeurés que les nouveaux bureaux de la Caisse coûteront finalement 418 millions ! Un tel dépassement de coûts n'a simplement aucune espèce d'allure.

En décembre 2001, le gouvernement de Bernard Landry approuve le projet de relance de l'usine de papier Gaspésia, à Chandler, au coût de 490 millions. Deux ans plus tard, on apprend que le coût final du projet friserait les 700 millions. Il s'agit d'un dépassement de coûts de 40 %, attribuable en bonne partie au manque de productivité sur le chantier, lacune découlant en grande partie du climat de violence syndicale ; en 18 mois, deux chefs de chantier seront contraints de quitter la ville sous forte protection policière. La relance de la Gaspésia visait essentiellement à sau-

ver 230 emplois dans la région ; à 700 millions, cela fait 3 millions par emploi. C'est trop cher, et le projet est abandonné ; ce sont évidemment les contribuables québécois qui sont appelés à assumer la majeure partie de la facture.

Le Québec n'a pas le monopole des dépassements de coûts. À cet égard, le cas le plus horripilant demeure sans contredit le scandale des armes à feu. Ce programme fédéral d'enregistrement obligatoire des armes à feu, bien intentionné mais abominablement mal ciblé, devait à l'origine coûter 2 millions. Il a fait l'objet d'un tel cafouillage que la facture a déjà largement dépassé le milliard de dollars ; certains spécialistes commencent déjà

à parler de 2 milliards, 1000 fois plus qu'à l'origine. À ce niveau de dépassement, nous nageons en plein surréalisme. C'est comme un propriétaire qui déciderait de refaire le toit de sa maison au coût de 5000 \$, et qui se retrouverait avec une facture de 5 millions ! Le pire, c'est que le programme n'a à peu près rien donné.

On pourrait évidemment citer d'autres cas. N'importe quel ménage normal, n'importe quel travailleur autonome le moins organisé, n'importe quel dirigeant de petite entreprise, n'importe quel gestionnaire sait à quel point il est important de respecter les budgets établis. Dans ces conditions, il n'est aucunement surprenant que le niveau de cynisme et de désabusement des citoyens à l'égard des administrations publiques atteigne des sommets sans précédent.



C'est bien beau de crier au scandale, mais est-ce qu'on peut empêcher que de tels gaspillages se reproduisent ?

Facile à dire, plus difficile à faire. Avec le gouffre olympique, le Québec a vécu un cauchemar financier de première amplitude. En principe, il est donc particulièrement bien placé pour en tirer les leçons qui s'imposent. Hélas ! l'affaire du métro de Laval montre que les Québécois n'ont rien retenu des erreurs du passé.

Certes, les commissions d'enquête, comme il y en aura une pour l'affaire Gaspésia et comme il faut espérer que le gouvernement en crée une dans le cas de Laval, peuvent fournir des explications et aider à décortiquer les événements. Ce n'est pas inutile.

À Ottawa comme à Québec, les

bureaux des vérificateurs généraux font aussi un très bon travail ; contrairement à une opinion assez répandue, leurs recommandations sont largement écoutées et suivies.

Manifestement, les enquêtes et les vérifications ne sont pas suffisantes.

Les administrations publiques peuvent intervenir à deux niveaux : administratif et politique.

Sur le plan administratif, il existe déjà des mécanismes de contrôle, des procédures strictes d'appels d'offre et d'attribution des contrats, des protocoles pour assurer le suivi des dossiers, des critères d'embauche et des programmes de formation qui garantissent la compétence technique des fonctionnaires. Toutes ces mesures donnent des résultats. Au-delà du scandale de Laval et autres histoires d'horreur, il serait peut-être pertinent de rappeler que la majorité des services publics, avec leurs défauts et leurs qualités, fonctionnent finalement de façon assez normale. Rien n'interdit cependant de renforcer les mécanismes que nous venons de voir.

Sur le plan politique, c'est plus compliqué. Le métro de Laval est un dossier éminemment politique ; Gaspésia aussi tout comme l'était, dans le temps, le dossier de l'amiante, une autre catastrophe financière. À Ottawa, il n'y a rien de plus politique que le registre des armes à feu, le scandale des commandes ou celui des Ressources humaines ; d'Air Canada à la Politique nationale de l'énergie, on pourrait continuer l'énumération longtemps. Dans tous les cas, il s'agit d'initiatives prises par des dirigeants politiques convaincus de plaire aux électeurs. Tant que cela durera, il faut s'attendre à ce que la liste des histoires d'horreur continue de s'allonger...



S60 AWD



S60 2.5T

CRÉDIT-BAIL
À PARTIR DE
1,8 %*
JUSQU'À 48 MOIS

S60 2.5 T
498 \$*
48 MOIS

S60 AWD
518 \$*
48 MOIS

VOLVO S60 2.5T ET 2.5T AWD 2004

COUP DOUBLE

LE MOTEUR TURBO 2,5 LITRES PERFORMANT DE 208 CHEVAUX, LA BOÎTE AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS, LES ROUES EN ALLIAGE ET LE SYSTÈME AUDIO HAUTE PERFORMANCE SONT DE SÉRIE. DE PLUS, DÈS AUJOURD'HUI, VOUS POUVEZ Y AJOUTER LA TRACTION INTÉGRALE CONTRÔLÉE ÉLECTRONIQUEMENT, POUR SEULEMENT 20 \$* DE PLUS PAR MOIS. LES VOLVO S60 2.5T ET 2.5T AWD 2004 SONT OFFERTES PAR VOS CONCESSIONNAIRES VOLVO DU GRAND MONTRÉAL.

VOLVO
pour la vie

AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe
(450) 771-2305
www.volvochicoine.com

FRANKE VOLVO
180, rue Principale
Sainte-Agathe (819) 326-4775
www.frankevolvo.com

VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
Brossard (450) 659-6688
www.volvobrossard.net

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard (514) 725-9394
www.johnscottivolvo.com

VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza, Pointe-Claire
(514) 630-3666
www.volvo-pointeclaire.com

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré, Montréal
(514) 737-6666
www.uptown-volvo.com

VOLVO LAVAL
2350, boul. Chomedey
Laval (450) 682-3336
www.volvodelaaval.com

*Le PDSF d'une S60 2.5T/S60 2.5T AWD 2004 est de 42 495 \$/43 995 \$. Les véhicules illustrés sont équipés de roues en option. Promotion d'une durée limitée offerte aux clients admissibles seulement par les concessionnaires Volvo participants et les Services financiers d'Automobiles Volvo du Canada, sur approbation du crédit. Exemple de crédit-bail pour une S60 2.5T/S60 2.5T AWD 2004 (frais de transport et de livraison de 1 275 \$ inclus) : 497,73 \$/518,14 \$ par mois, bail de 48 mois, acompte de 3 300 \$/3 300 \$. Total des mensualités : 23 891,04 \$/24 870,72 \$. Valeur de rachat au terme du bail : 18 215,40 \$/19 294,10 \$. Les mensualités peuvent varier selon les équipements optionnels choisis. Première mensualité et dépôt de garantie de 600 \$/600 \$ dus à la signature du bail. Allocation de 20 000 km par an (0,16 \$/0,16 \$ par km supplémentaire). Taux d'intérêt annuel : 1,8%/1,8%. Taxes, immatriculation, assurance, inscription au RDPRM et frais d'administration en sus. Le concessionnaire peut vendre/louer à un prix inférieur. L'offre prend fin le 31 août 2004. Certaines conditions s'appliquent. Votre concessionnaire vous donnera tous les détails. © 2004 Automobiles Volvo du Canada Ltée. * Volvo pour la vie » est une marque déposée utilisée sous licence par Automobiles Volvo du Canada Ltée. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site www.volvocanada.com.

20 000\$... pour faire sourire

La Société de développement commercial veut faire aimer le centre-ville

JACQUES BENOIT

Vous avez croisé des somnambules en robe de chambre, hier matin, à votre sortie de la station de métro Place-d'Armes, rue Saint-Urbain, dans le Vieux-Montréal ?

Si tel est le cas, ne paniquez pas !

Vous n'avez pas rêvé, et point n'est besoin de consulter le Dr Mailloux !

Il s'agit de comédiens, payés pour ce faire, ce qui est une initiative de la Société de développement commercial, destination centre-ville (SDC), à laquelle

Les sketches, « loufoques », ont aussi pour cible les touristes, qu'on incite ainsi à ne pas oublier la ville une fois de retour chez eux.

adhèrent quelque 7500 commerces et entreprises.

« On arrache un sourire aux passants et aux gens d'affaires pressés, explique son directeur général, André Poulin. Ne serait-ce que ça, ça va dans la ligne de ce qu'on veut faire : animer et améliorer la qualité de vie au centre-ville. »

Organisme à but non lucratif, la SDC aura affecté cet été à la présentation de tels sketches, dans la rue, une toute petite portion

— 20 000 \$ — de son budget annuel, lequel s'établit à 2 millions.

Courtiers en loisirs

Pour cela, elle a retenu les services d'une entreprise aux activités bien particulières, Beaulieu Beaugard, qui se présente sous la dénomination de *courtiers en loisirs*.

« Ils produisent ces numéros, et au fil des commentaires, ils ont modifié leur répertoire. Ils ont retenu les meilleurs », raconte André Poulin.

Les sketches, « loufoques », ont aussi pour cible les touristes, qu'on incite ainsi à ne pas oublier la ville une fois de retour chez eux. « Les touristes qui en ont vu gardent un cliché humoristique de Montréal », dit-il.

Autre numéro : des baigneurs, en maillot de bain, qui se prélassent dans un hamac à 8 h 30 du matin, à l'angle de la rue Peel et du boulevard de Maisonneuve.

Ou encore, deux agents de police aux allures de caricatures, armés de gigantesques matraques, et qui se permettent de réprimander les passants qui jettent des papiers par terre...

Aux heures de pointe

« C'est présenté aux heures de pointe, le matin, le midi et le soir, les jours ouvrables », explique André Poulin.

Afin de s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'humour déplacé, il a



PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE

Karine, fausse somnambule en robe de chambre, a surpris les passants hier à proximité du Palais des congrès. Une initiative de la Société de développement commercial pour donner une touche rigolote au centre-ville...

lui-même observé des sketches « sans être vu ».

Ça ne l'est pas, estime-t-il.

Les Sociétés de développement commercial, que régit la Loi sur les cités et villes, et dont il existe

une soixantaine au Québec, étaient connues précédemment sous le nom de Sociétés d'initiatives et de développement des artères commerciales (SIDAC).

À Montréal même, on en compte

une dizaine, celle du centre-ville couvrant le territoire compris entre les rues Atwater à l'ouest et Saint-Urbain à l'est, et les rues Sherbrooke et Saint-Antoine dans l'axe nord-sud.

EN BREF

Plus grand nombre de faillites

Les faillites personnelles et d'affaires ont augmenté en juin, par rapport à mai, au Canada. Selon Industrie Canada, un total de 7477 individus et 708 entreprises ont déclaré faillite en juin, comparativement à 7026 individus et 625 entreprises en mai. Pour les six premiers mois de l'année, on compte 43 817 faillites personnelles et 4362 faillites d'entreprise. Il s'agit d'importantes augmentations comparativement à la même période en 2003, alors qu'on enregistrait respectivement 36 342 et 3652 faillites.

Presse Canadienne

SNC-Lavalin : trois contrats

SNC-Lavalin vient d'obtenir trois contrats totalisant environ 12 millions de dollars américains de la Dubai Aluminum Company Ltd. pour son aluminerie de Jebel Ali à Dubai. Le premier porte sur une étude de faisabilité de la remise en état des trois premières séries de cuves d'électrolyse de l'aluminerie. Les deux autres contrats concernent l'ingénierie et la gestion de la construction d'une septième série de cuves, ainsi que sur la gestion de la construction d'un nouvelle salle de fonte.

Presse Canadienne

Banque de Montréal

AVIS DE DIVIDENDES

AVIS est par les présentes donné que les dividendes par action en circulation de la Banque de Montréal pour le trimestre courant sont déclarés payables aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 5 novembre 2004, selon les modalités ci-dessous :

1. Dividende n° 584, au taux de 0,44 \$ par action ordinaire entièrement libérée, payable à compter du 29 novembre 2004;
2. Dividende n° 27, au taux de 0,30 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 4, payable à compter du 25 novembre 2004;
3. Dividende n° 27, au taux de 0,33125 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 5, payable à compter du 25 novembre 2004;
4. Dividende n° 26, au taux de 0,296875 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 6, payable à compter du 25 novembre 2004; et
5. Dividende n° 12, au taux de 0,371875 \$ U.S. par action privilégiée perpétuelle entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 10, payable à compter du 25 novembre 2004.

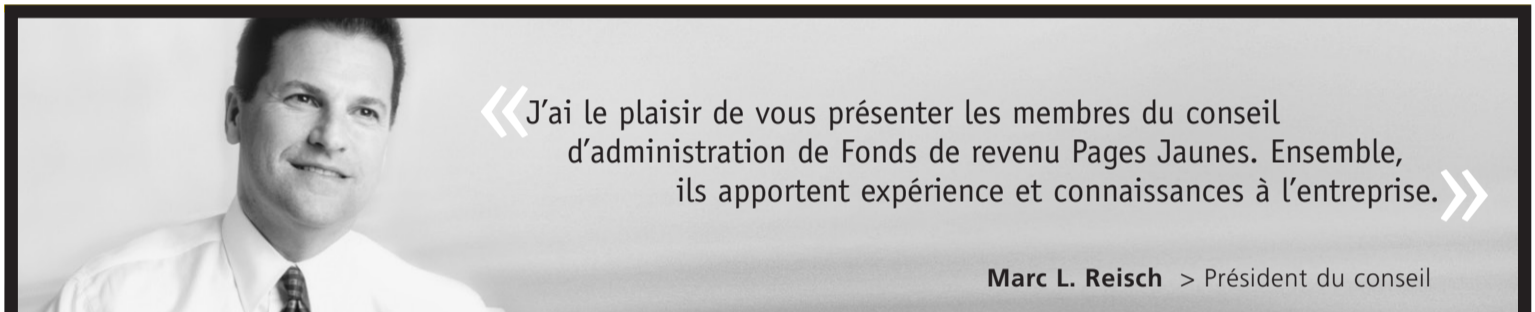
Un dividende de 0,13573 \$ par action, payable le 30 septembre 2004, a été déclaré sur les actions privilégiées de catégorie B, série 3 de la Banque pour le trimestre courant. Ce montant représente le dividende pour la période allant du 25 août 2004 au 30 septembre 2004 en raison du rachat des actions privilégiées de catégorie B, série 3 le 30 septembre 2004.

Au lieu de recevoir leur dividende en argent, les actionnaires de la Banque de Montréal peuvent le recevoir en actions ordinaires de la Banque conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires. À cet égard, les actionnaires qui voudraient participer à ce programme doivent faire parvenir leur formule d'adhésion à la Société de fiducie Computershare du Canada, 100, avenue University, 9^e étage, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 avant la clôture des livres le 5 novembre 2004.

Les propriétaires d'actions détenues et enregistrées dans un compte prête-nom qui désirent participer au Régime doivent demander l'inscription de leur nom au registre des actionnaires en transférant ces actions à leur nom ou dans un compte spécifique, séparé et enregistré, tel qu'un compte numéroté dans une banque ou une société de fiducie. Pour de plus amples renseignements, téléphoner à la Société de fiducie Computershare du Canada au numéro 1 800 340-5021.

Par ordre du conseil d'administration
VELMA J. JONES
Vice-présidente et secrétaire
Toronto, le 24 août 2004

3251064A



« J'ai le plaisir de vous présenter les membres du conseil d'administration de Fonds de revenu Pages Jaunes. Ensemble, ils apportent expérience et connaissances à l'entreprise. »

Marc L. Reisch > Président du conseil

> **Michael T. Boychuk** est vice-président principal et trésorier de BCE Inc. et de Bell Canada depuis novembre 1999. Auparavant, il était président

et chef de la direction de BCE Capital, filiale de capital de risque de BCE Inc. M. Boychuk, comptable agréé de profession, a débuté sa carrière auprès de KPMG (Peat Marwick), puis il s'est joint à Compagnie Montréal Trust, où il a occupé des postes de plus en plus importants jusqu'à 1993. Il est l'un des fondateurs de Manix Capital Inc., une banque d'investissement spécialisée dans les placements en capitaux propres, où il a travaillé de 1994 à 1997. M. Boychuk est diplômé de l'Université McGill. Il agit à titre d'administrateur de Fonds de revenu Bell Nordiq, Bimcor Inc. et BCE Capital Inc. > **John R. Gaulding** est président du conseil de Gaulding & Co., société de placement privé et de services-conseils stratégiques œuvrant dans les secteurs des services d'information et des nouveaux médias.

Avant de former son propre cabinet de services-conseils en 1996, il était président du conseil et chef de la direction de National Insurance Group, société ouverte de services d'information financière à San Francisco. Auparavant, il avait été président et chef de la direction de ADP Claims Solutions Group de 1990 à 1996 et président et chef de la direction de Pacific Bell Directory Inc. de 1986 à 1990. Pendant cette période, M. Gaulding était également président du conseil de Yellow Pages Publishers Association. Il est administrateur de Monster Worldwide and ANTS Software Inc. > **Paul Gobeil** est vice-président du conseil de Metro Inc., un important détaillant et grossiste en alimentation, président du conseil d'Exportation et développement Canada et administrateur de nombreuses autres sociétés canadiennes de premier plan, notamment la Banque Nationale du Canada, la Compagnie de la Baie d'Hudson et le Groupe Canam Manac. M. Gobeil est membre de l'ordre des comptables agréés depuis 1965 et Fellow depuis 1986. > **Michael R. Lambert** est président de Mark's Work Wearhouse Ltd., détaillant spécialisé dans la vente de vêtements et de chaussures pour le loisir et le travail, et vice-président directeur de la Société Canadian Tire depuis février 2003. M. Lambert est comptable agréé; il s'est joint à Mark's Work Wearhouse Ltd. à titre de chef de la direction financière en 1994 où il a également occupé le poste d'administrateur. Auparavant, M. Lambert a occupé durant 15 ans des postes financiers importants au sein de grandes sociétés ouvertes canadiennes, notamment Les Compagnies Loblaw, George Weston Limitée et Southam Newspaper Group. > **James W. Leech** est vice-président de la Teachers' Private Capital, la branche du R.R.E.O. responsable des placements en capitaux propres. Il s'est joint au R.R.E.O. en 2001. Auparavant, il était président et chef de la direction d'InfoCast Corporation (1999-2001); vice-président du conseil de Kasten Chase Applied Research Inc. (1992-2001); et président et chef de la direction de Union Energy Inc. (1986-1992). De 1979 à 1988, M. Leech était président de Unicorp Canada Corporation. Il a obtenu un baccalauréat du Collège militaire royal du Canada et une maîtrise en administration des affaires de la Queen's University. Il agit à titre d'administrateur pour, entre autres, Logistique Chemtrade, Harris Steel Group Inc., Worldspan Technologies Inc. et Maple Leaf Sports and Entertainment Limited. > **Le très honorable Donald F. Mazankowski** est administrateur d'un certain nombre d'importantes sociétés canadiennes, notamment ATCO Ltd., Canadian Oil Sands Limited, La Great-West, compagnie d'assurance-vie, IMC Global, Groupe Investors, Power Corporation du Canada, Corporation Financière Power, Shaw Communications Inc. et Weyerhaeuser Co. M. Mazankowski a mené pendant 25 ans une éminente carrière à titre de député fédéral entre 1968 et 1993 et a occupé plusieurs postes élevés au sein du conseil des ministres, notamment celui de vice-premier ministre, de 1986 à 1993, de ministre des Finances, de 1991 à 1993, et de président du Conseil privé, de 1986 à 1991. M. Mazankowski a également été ministre de l'Agriculture, ministre responsable de la Privatisation et des Affaires réglementaires, président du Conseil du Trésor, leader du gouvernement à la Chambre, ministre des Transports et ministre responsable de la Commission canadienne du blé. > **Dean G. Metcalf** est vice-président de la Teachers' Private Capital, la branche du R.R.E.O. responsable des placements en capitaux propres. Il s'est joint au R.R.E.O. en 1991. Auparavant, il a travaillé dans le secteur des prêts commerciaux et aux entreprises pendant plusieurs années et, tout particulièrement, a fourni du financement pour des acquisitions par emprunt. M. Metcalf a obtenu un baccalauréat et une maîtrise en administration des affaires de l'Université York. Il est administrateur de Shoppers Drug Mart Corporation, Worldspan Technologies Inc. et de Maple Leaf Sports and Entertainment Limited.

> **Anthony G. Miller** est président honoraire de McLaren McCann, une entreprise parmi les leaders au Canada en publicité et en communication-marketing. Il a auparavant été vice-président du conseil de la société-mère, McCann Worldgroup de New York et a occupé pendant plus de 30 ans un certain nombre de postes de direction dans des agences de publicité à la fois aux États-Unis et au Canada. Il est un ancien président du conseil de l'Institut des communications et de la publicité, un ancien président du conseil de la section de l'Ontario de la Young Presidents Organization et un membre de la Chief Executive Organization en plus de siéger au conseil de Care Canada. > **Stuart H. B. Smith** s'est retiré en décembre 2003, quittant son poste de président et chef de la direction de Groupe immobilier Oxford, un des plus importants propriétaires et gestionnaires immobiliers du Canada, où il a occupé des postes de plus en plus importants depuis 1989. M. Smith est diplômé de la University of Western Ontario en économie. En plus d'être un comptable agréé, il a récemment siégé au Conseil de l'Innovation de l'Institut canadien des comptables agréés. Ancien président du conseil de la Young Presidents Organization (Haut-Canada) et un membre de la Chief Executive Organization, il compte aussi parmi les administrateurs de la Fondation Internationale des Bourses. > **Marc P. Tellier** est président et chef de la direction de Groupe Pages Jaunes depuis octobre 2001. Auparavant, M. Tellier était un dirigeant de Bell Canada et agissait à titre de premier vice-président - Développement de partenariats. Il a également été président et chef de la direction de Sympatico-Lycos Inc. M. Tellier a occupé divers postes tels que celui de vice-président - Expansion des affaires, vice-président adjoint - Expansion de l'entreprise et d'autres postes de gestion en vente et en finance. > **Marc L. Reisch** est conseiller principal de KKR et a été nommé président du conseil de Groupe Pages Jaunes en décembre 2002. Auparavant, M. Reisch a été président du conseil et chef de la direction de Quebecor World Amérique du Nord d'août 1999 à septembre 2002. Avant d'occuper ce poste, il était président de World Color Press Inc., depuis janvier 1998.

Groupe Pages Jaunes est le plus important éditeur d'annuaires téléphoniques au Canada et l'éditeur officiel des annuaires de Bell Canada. Groupe Pages Jaunes publie annuellement plus de 200 annuaires imprimés Pages Jaunes™ et des annuaires alphabétiques. La Société gère également les annuaires en ligne les plus consultés du Canada, soit PagesJaunes.ca™, Canada411.ca et Canadasansfrs.ca, en plus du réseau CanadaPlus.ca, un chef de file dans le marché des sites urbains locaux.



Groupe Pages Jaunes™

3250843A



www.can.ibm.com/demande

LE CIRQUE DU SOLEIL RAYONNE À LA DEMANDE

GRÂCE À UNE SOLUTION SANS FIL IBM À NORMES OUVERTES, LES DIRIGEANTS DU CIRQUE DU SOLEIL® PEUVENT ACCÉDER SANS EFFORT À DES INFORMATIONS CRUCIALES PARTOUT DANS LE MONDE. LE RÉSULTAT? DES DÉCISIONS EN TEMPS RÉEL ET UNE AGILITÉ ÉBLOISSANTE.

AFFAIRES À LA DEMANDE^{MC}

IBM, le logo IBM et le logo affaires à la demande sont des marques de commerce ou des marques déposées d'International Business Machines Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays, utilisées sous licence par IBM Canada Ltée. Tous les autres noms de produit ou marques appartiennent à leurs détenteurs respectifs. © IBM Corp., 2004. © IBM Canada Ltée, 2004. Tous droits réservés.

Photo : Al Seib Costumes : François Barbeau © 2000 Cirque du Soleil Inc.

9249610A

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

Table of 50 stock tickers with columns for IQ 30, Fermeture (\$), Changement Net, Variation Cette Année (%), Val. Bour. (M \$), and 52 Semaines Haut/Bas.

Table of 50 stock tickers with columns for IQ 30, Fermeture (\$), Changement Net, Variation Cette Année (%), Val. Bour. (M \$), and 52 Semaines Haut/Bas.

▲▼ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M\$ Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



Table with columns: OUVREURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with columns: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

Table with columns: 52 semaines HAUT, BAS, Volume (millions), HIER, JOUR PRÉCÉDENT.

SOUS-INDICES

Table of various market indices like Services financiers, Matériaux de base, Énergie, etc.

AUTRES INDICES CANADIENS

Table of Canadian indices like S&P/TSX 60, S&P/TSX Petites cap., etc.

LES 10 PLUS ACTIFS

Table of the top 10 most active stocks with columns: VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (\$).

TITRES GAGNANTS EN %

Table of top performing stocks by percentage with columns: VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (%).

TITRES PERDANTS EN %

Table of top performing stocks by percentage with columns: VOLUME, CLÔT. (\$), VAR. (%).

BOURSE DE CROISSANCE TSX

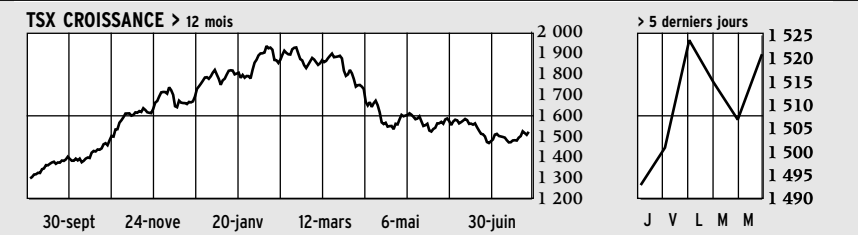


Table with columns: OUVREURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with columns: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

Table with columns: 52 semaines HAUT, BAS, Volume (millions), HIER, JOUR PRÉCÉDENT.

NEW YORK

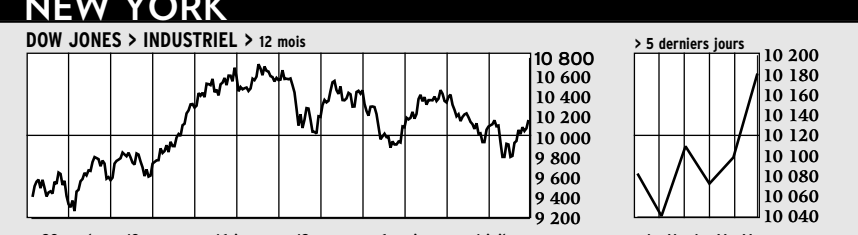


Table with columns: OUVREURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with columns: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

Table with columns: 52 semaines HAUT, BAS, Volume (millions), HIER, JOUR PRÉCÉDENT.

NASDAQ



Table with columns: OUVREURE, HAUT, BAS, FERMETURE, VAR. 1 J, VAR. 1 AN.

Table with columns: ACTIONS NÉGOCIÉES, GAINS, PERTES, INCHANGÉES.

Table with columns: 52 semaines HAUT, BAS, Volume (millions), HIER, JOUR PRÉCÉDENT.

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

Large table of TSX Croissance Québecois stocks with columns: FERMETURE (\$), CHANGEMENT NET, VOLUME, VAR. CETTE ANNÉE (%).

ÉTATS-UNIS LES 100 GÉANTS

Table of the top 100 US companies with columns: FERM. (\$), CHANGEMENT NET, 52 SEMAINES HAUT/BAS, VALEUR BOUR. (MM \$)*.

Liste des 100 sociétés inscrites sur les marchés américains ayant la plus forte valeur boursière. La liste est révisée à chaque trimestre. / MM\$ Milliards de dollars US

BOURSE DE MONTRÉAL

Comment lire les cotes financières
Les titres sont énumérés par ordre alphabétique.

Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la journée. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Société (symbl): Nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses.
Div: Dividende par action sur une base annuelle.

Volume (100): En centaines, et calculé à la clôture officielle.
Ch: Chers à l'arrêt des transactions.
Haut: Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente.

52 sem.: Sommet atteint au cours des 52 dernières semaines.
52 sem. / Haut: Sommet atteint au cours des 52 dernières semaines.

Caractères gras: Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

K-M

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

N-O

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

P-Q

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

R-S

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

T-Z

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AA-AB

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AC-AD

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AE-AF

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AG-AH

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AI-AJ

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AK-AL

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

AM-AN

Table with 5 columns: Société, Div., Volume, Ch., H. 52 sem. Haut Bas

ANNONCES 98-VENDU

100 IMMOBILIER RENSEIGNEZ-VOUS sur nos escomptes aux particuliers
200 MARCHANDISES ET SERVICES Surveillez nos tarifs promotionnels: Animaux, ventes de garage et Marché aux puces
300 OFFRES D'EMPLOI Offre d'emploi: Tous les postes sont ouverts également aux femmes et aux hommes
400 SERVICES PERSONNELS Souhaits, rencontres, activités.
500 VÉHICULES AUTOMOBILES Publication de votre annonce dans le cahier AUTO du lundi et sur www.caprresse.ca
600 LOISIRS ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

700 et 800 AFFAIRES ET AVIS — Publiées dans le cahier La Presse Affaires, du lundi au samedi
900 DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS, ANNIVERSAIRES

HEURES DE TOMBÉE MARDI AU SAMEDI 17H, LA VEILLE DE LA PARUTION

DIMANCHE ET LUNDI 17H, LE VENDREDI PRÉCÉDENT

ANNONCES ENCADRÉES 48H, AVANT LA PARUTION

petitesannonces@lapresse.ca

Immobilier Résidentiel - vente ...100-129 Résidentiel - location ...131-156 Commercial - vente ...160-173 Commercial - location ...180-192

COMMENT NOUS JOINDRE PAR TÉLÉPHONE (514) 987-8363 SANS FRAIS 1 866 987-8363 PAR TÉLÉCOPIEUR (514) 848-6287

Heure d'ouverture: Lundi au vendredi, de 8h à 17h

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

ADRESSE POSTALE Les Petites annonces, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR lundi au vendredi, de 8h30 à 17h

Comment nous joindre

100 240 300 400 500

Immobilier
À LOUER LAVAL, RIVE-NORD
CHALET À LOUER
ESPACES COMM. INDUSTRIELS À LOUER
PAPINEAU ET SAUVE

Marché aux puces
ORDI PNEU 4 - 2.4 Ghz
BANC du Canada (Forum)
CAPTEURS solaire pour piscine
CH. à coucher, boisack 5 ans, 300s; téléviseur plat Electrohome 27" 10 mois, 200s; micro-ondes, 40s, tableau, ventilateur, aspirateur, 514-885-1816

Offres d'emploi
304 POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS
322 HÔTELLERIE, RESTAURATION, ALIMENTATION
306 SANTÉ, SERVICES COMMUNAUTAIRES

Véhicules automobiles
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES
548 VÉHICULES 5000\$ ET MOINS
548 VÉHICULES 5000\$ ET MOINS

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

Services personnels
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
440 ESCORTES, RENCONTRES, ETC.
511 CAMIONS, JEEPS, FOURGONNETTES

